

TENDANCES INTERNATIONALES - La croissance continue de s'éroder trimestre après trimestre dans toutes les grandes zones économiques dans un contexte global inédit

Selon les dernières estimations du FMI d'octobre 2019, **la croissance mondiale continuerait de s'essouffler cette année dans toutes les grandes zones économiques pour s'établir assez nettement en baisse : +3,0% en prévision** après +3,6% en 2018.

Du côté des économies avancées, la zone euro a ralenti plus sensiblement (Brexit, moteur allemand en panne, croissance atone en Italie, ...), alors que les États-Unis, bien qu'en décélération, ont conservé un peu plus d'allant avant probablement une année 2020 plus difficile.

Pour les principales économies émergentes, la tendance à la modération de la croissance est également généralisée en lien notamment avec le ralentissement de l'activité chinoise (moins de demande adressée à la Chine par les économies avancées, moindre consommation consécutive de matières premières importées, tensions commerciales, ...).

Au total, le contexte actuel de lente mais réelle tendance récessive prend les formes d'une crise de nature inédite selon l'institut Xerfi : pas de réels symptômes ou catalyseurs habituels des retournements conjoncturels (pas d'accélération significative des salaires, de flambée des prix de l'énergie, ni d'écrasement des marges et de la rentabilité des entreprises susceptibles de casser l'investissement, pas de frein financier -explosion de bulles- comme amplificateur de la récession, pas de contraction du crédit), cohabitation d'une faible croissance et d'un faible chômage, taux d'intérêt très faibles sinon négatifs, inflation plutôt contenue.

Si les guerres commerciales et les incertitudes liées au Brexit constituent des facteurs aggravants, **trois facteurs plus structurels expliquent sans doute davantage l'anémie tendancielle de la croissance.** D'une part, la décroissance de la population en âge de travailler en Chine, au Japon ou encore en Europe se matérialise peu à peu dans les potentiels de croissance : le plein emploi crée un butoir à la croissance. D'autre part, l'émergence des classes moyennes dans les pays émergents, comme relai de croissance au "tout export", est bien plus lente qu'attendue. Enfin, dans une période charnière de transition d'une économie carbonée à une économie décarbonée, on observe finalement un certain attentisme face aux grands investissements en infrastructures (production d'énergie, transport, construction, ...) entre risque de déclasser prématuré pour ceux relatifs aux technologies carbonées et risque de non-adoption pour ceux relevant des technologies décarbonées (encore en phase de décollage).

Le principal aléa aux prévisions est aujourd'hui le risque d'une dépréciation majeure du prix des actifs (prix largement alimenté par les liquidités disponibles compte tenu des politiques monétaires expansionnistes) ; rien ne permet toutefois de dire que cette correction pourrait être imminente.

Croissance du PIB et prévisions (en %)

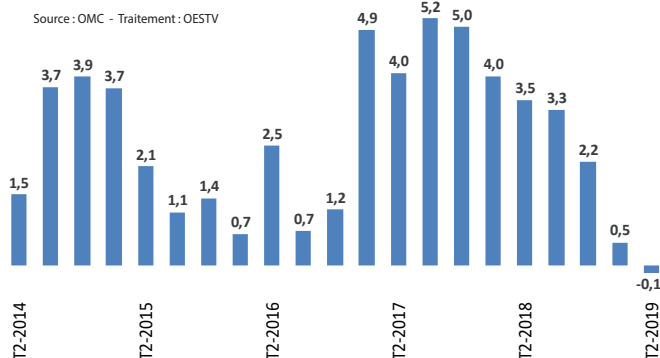
(source : FMI - octobre 2019)

	2016	2017	2018	2019(p)
ZONE EURO	+1,9	+2,5	+1,9	+1,2
France	+1,1	+2,3	+1,7	+1,2
Allemagne	+2,2	+2,5	+1,5	+0,5
Espagne	+3,2	+3,0	+2,6	+2,2
Italie	+1,1	+1,7	+0,9	0
Royaume-Uni	+1,8	+1,8	+1,4	+1,2
États-Unis	+1,6	+2,4	+2,9	+2,3
Japon	+0,6	+1,9	+0,8	+0,9
ÉCONOMIES AVANCÉES	+1,7	+2,5	+2,3	+1,7
Chine	+6,7	+6,8	+6,6	+6,1
Inde	+8,2	+7,2	+6,8	+6,1
Brésil	-3,3	+1,1	+1,1	+0,9
Russie	+0,3	+1,6	+2,2	+1,1
ÉCONOMIES ÉMERGENTES	+4,6	+4,8	+4,5	+3,9
MONDE	+3,4	+3,8	+3,6	+3,0

(p) = projections

Échanges mondiaux de marchandises

(moy. export/import - évolution annuelle des volumes échangés en %)



Indice d'ensemble des matières premières

(CRB Commodity Index hebdomadaire - au 29 novembre 2019)



↳ Poursuite du ralentissement de la dynamique des échanges mondiaux en 2019

Depuis le début de l'année 2018, le rythme de croissance des volumes de marchandises échangées s'est progressivement réduit pour atteindre une évolution très faible au 1^{er} trimestre 2019 et même négative au 2^d. Cette modération illustre très clairement à la fois le ralentissement de l'économie mondiale et les effets des guerres commerciales.

↳ Les cours des matières premières épousent les perspectives de croissance

S'il est stable sur un an à fin novembre 2019, l'indice d'ensemble des matières premières (CRB commodity index) s'inscrit en repli significatif comparé à son niveau de 2017, période à laquelle l'activité mondiale était plus dynamique. Tensions commerciales et perspectives de croissance contenues devraient ainsi concourir dans les trimestres à venir à une stabilité, voire une tendance légèrement baissière, aussi bien pour le pétrole (anticipé autour de 60\$ pour 2020) que pour les métaux ou les matières premières agricoles (hors aléas climatiques).

📌 **Zone euro : très fort ralentissement en Allemagne et longue stagnation de l'activité en Italie**

Après une année 2017 dynamique (PIB à +2,5%), le tournant de l'année 2018 avait marqué une inflexion de la tendance passée (+1,9%) avec une dégradation progressive du climat conjoncturel en zone euro. Cette dégradation s'est prolongée et amplifiée en 2019, particulièrement en Allemagne et en Italie, dans un contexte international nettement moins porteur. **En moyenne sur 2019, la croissance du PIB devrait ainsi s'établir à +1,2% en zone euro.**

L'économie allemande souffre depuis plusieurs trimestres de la nette contraction du canal de ses exportations (tensions commerciales et ralentissement de l'économie mondiale) et, parallèlement -et en conséquence-, d'une demande intérieure (investissements et consommation des ménages) très peu dynamique depuis le printemps. Seule la dépense publique a au final contribué à la progression de l'activité outre-Rhin cette année. Le moteur allemand est donc effectivement grippé et la croissance attendue pour l'ensemble de l'année 2019 resterait très contenue (+0,5% en prévision).

En Italie, l'activité a prolongé sa stagnation sur les trois premiers trimestres de 2019 en raison notamment de la persistance d'une instabilité politique affectant à la fois les investissements des entreprises et la confiance des ménages. Par ailleurs, et à l'image de l'Allemagne, le contexte international a également pesé sur la dynamique des exportations transalpines. Compte tenu de ces éléments, la PIB italien devrait observer une évolution quasi nulle sur l'ensemble de l'année.

L'Espagne demeure, pour sa part, l'économie la plus dynamique de la zone euro en 2019 même si la confiance des entreprises poursuit son repli progressif à mesure que les marges de rebond de l'activité s'amenuisent. L'économie espagnole continue donc son atterrissage en douceur avec une croissance qui demeurerait toutefois supérieure à 2% en 2019.

En France, enfin, la croissance résiste sur un rythme constant depuis le début de l'année : +0,3% pour chacun des 3 premiers trimestres. La mise en place, sur l'année écoulée, de diverses mesures en faveur du pouvoir d'achat soutient la consommation (même si une partie a été épargnée par les ménages) tandis que la bonne situation des trésoreries des entreprises (basculé du CICE en baisses de charges et effets sur les taux de marges et donc sur la CAF), combinée à des conditions de financement très favorables, a permis de maintenir leurs investissements à un niveau très satisfaisant. En prévision, la croissance s'établirait autour de +1,2% sur l'ensemble de 2019.

📌 **Autres économies avancées**

Royaume-Uni - Le 3^{ème} report du Brexit, désormais fixé au 31 janvier 2020, accordé fin octobre prolonge à nouveau les nombreuses incertitudes entourant la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. La suite du processus est désormais soumise en partie aux résultats des élections législatives anticipées convoquées pour le 12 décembre 2019. Dans ce contexte toujours très flou qui pèse sur la confiance des ménages et des entreprises, l'économie britannique a poursuivi en 2019 sa décélération tendancielle. En prévision, la croissance s'y établirait à +1,2% cette année.

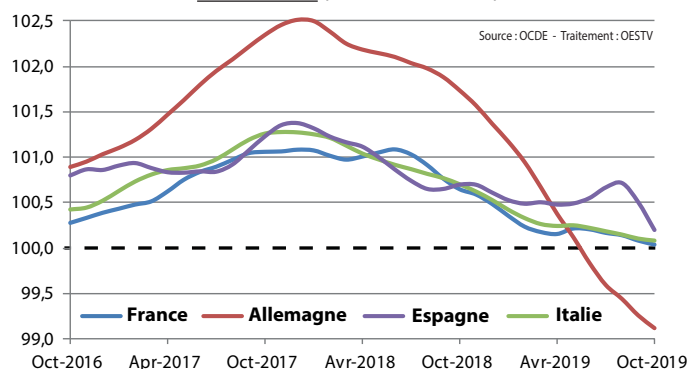
États-Unis - Si l'activité est demeurée relativement robuste en 2019 (+2,3% en prévision), elle s'inscrit toutefois en ralentissement comparé à l'année passée (+2,9%). Les effets de relance fiscale de 2018 s'estompent, ce qui conduit à une modération de la consommation des ménages et de l'investissement privé, tandis que la contribution du commerce extérieur pèse toujours négativement sur la croissance. Afin d'éviter un décrochage plus franc, la FED est intervenue à trois reprises entre juillet et octobre pour baisser les taux directeurs (de 2,5% à 1,75%) et donner un peu plus d'oxygène à l'activité (investissements et secteur de la construction notamment).

📌 **Économies émergentes**

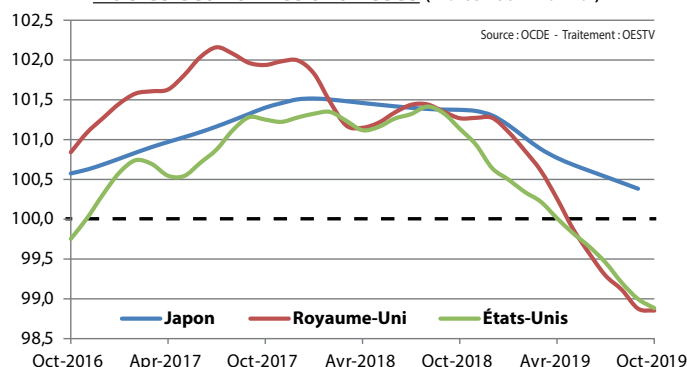
Dans le sillage de l'économie mondiale dont elle demeure la principale "usine" et dans un contexte de fortes tensions commerciales avec les États-Unis, **la Chine** continue de voir son activité se modérer et un peu plus franchement en 2019 (+6% en prévision contre +6,6% en 2018). La baisse de la demande qui lui est adressée par le reste du monde pèse en effet de plus en plus sur la production locale et les exportations, tandis que la consommation des ménages commence à donner des signes de faiblesse. Les allègements massifs de taxes pour les entreprises décidés par le pouvoir central en début d'année 2019 (plan de relance) n'ont au final que partiellement atténué la tendance de fond.

Pour la **Russie** et le **Brésil**, deux économies fortement dépendantes de leurs exportations de matières premières, le contexte de ralentissement mondial quasi généralisé pèse fortement sur leurs débouchés (cours du pétrole et des métaux relativement bas) et sur leur capacité de rebond après les récessions de 2015-2016. En 2019, la croissance (autour de 1%) y demeurerait très basse pour des économies émergentes.

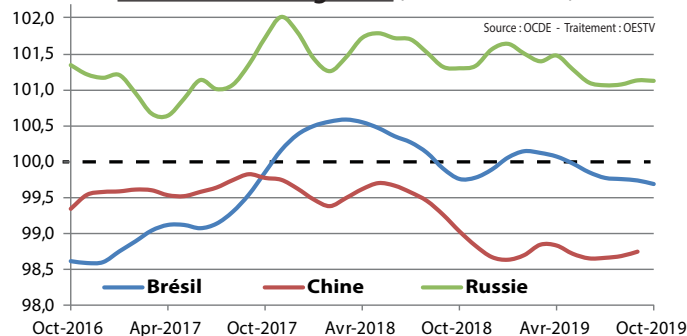
Climat des affaires dans l'industrie manufacturière **Zone euro** (indice 100 = normal)



Climat des affaires dans l'industrie manufacturière **Autres économies avancées** (indice 100 = normal)



Climat des affaires dans l'industrie manufacturière **Économies émergentes** (indice 100 = normal)



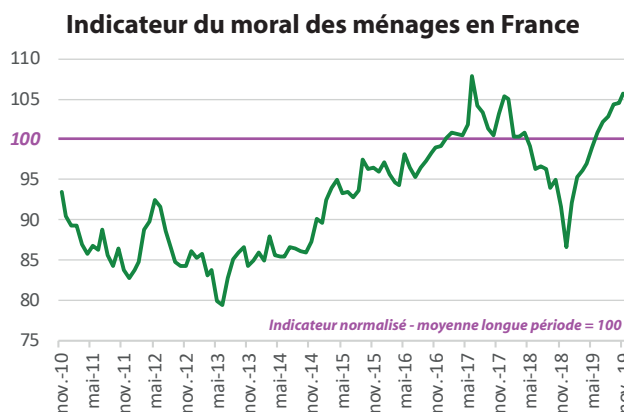
MORAL DES MÉNAGES - En amélioration tout au long de l'année 2019

En novembre 2019, la confiance des ménages poursuit son amélioration entamée depuis le début de l'année : l'indicateur qui la synthétise gagne 2 points par rapport au mois dernier (+19 points depuis décembre 2018) et s'établit à 106, soit nettement au-dessus de sa moyenne de longue période.

L'opinion des ménages relative à leur situation financière personnelle passée et future gagne respectivement 1 et 2 points et reste ainsi au-dessus de leur moyenne.

L'opinion des ménages sur leur capacité d'épargne future reste stable tandis que l'indicateur relatif à leur capacité d'épargne actuelle baisse d'un point. Les deux soldes demeurent toutefois nettement au-dessus de leur moyenne.

Enfin, les ménages sont plus nombreux à considérer une amélioration du niveau de vie sur l'année écoulée : le solde correspondant gagne 3 points et se situe au-dessus de sa moyenne. Concernant le niveau de vie future, l'indicateur progresse également (+1 point) après 3 mois de stabilité.



POUVOIR D'ACHAT DES MÉNAGES - Rebond au 3^{ème} trimestre 2019 ... qui devrait se confirmer sur la fin d'année

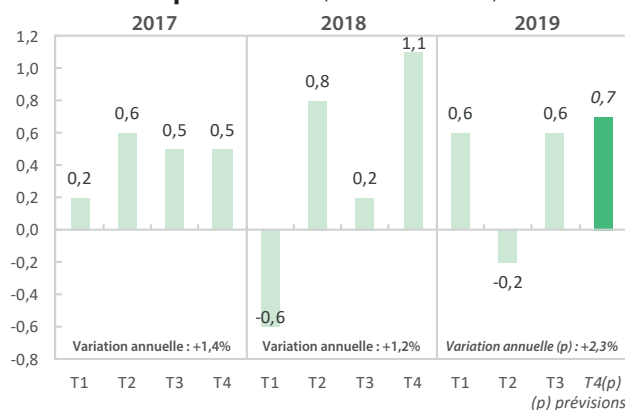
Au 3^{ème} trimestre 2019, le pouvoir d'achat du revenu disponible brut (RDB) a rebondi à +0,6% après le contrecoup du trimestre précédent (-0,2%).

Le revenu disponible brut des ménages accélère au 3^{ème} trimestre (+0,8% après +0,2%) quand, dans le même temps, les prix de la consommation des ménages décélèrent (+0,2% après +0,4%).

En prévision sur la fin d'année 2019, le pouvoir d'achat devrait de nouveau progresser de +0,7% sur le 4^{ème} trimestre 2019, bénéficiant notamment de la deuxième vague de réduction de la taxe d'habitation.

En moyenne sur 2019, le pouvoir d'achat progresserait de +2,3% après +1,2% en 2018.

Évolution trimestrielle du pouvoir d'achat du revenu disponible brut (variation T/T-1 en %)



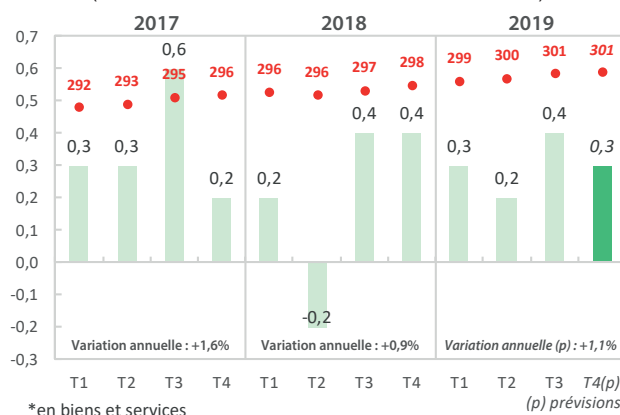
CONSOMMATION DES MÉNAGES - Soutenue par la dynamique du pouvoir d'achat, elle est restée relativement solide depuis le début d'année

Au 3^{ème} trimestre 2019, les dépenses de consommation des ménages ont augmenté de +0,4% après +0,2% au trimestre précédent. La consommation de services a progressé au même rythme qu'au trimestre précédent (+0,4%) tandis que celle en biens a rebondi (+0,4% après 0,0%).

En prévision sur la fin d'année 2019, la consommation devrait rester robuste à +0,3% au 4^{ème} trimestre 2019, portée notamment par la hausse attendue du pouvoir d'achat ainsi que l'amélioration de la confiance des ménages.

En moyenne sur l'année 2019, la consommation des ménages devrait croître de +1,1% après +0,9% en 2018.

Évolution trimestrielle de la consommation* des ménages (variation T/T-1 en % & Volumes trimestriels en milliards d'€)



INVESTISSEMENT DES MÉNAGES - Toujours en hausse en 2019 ... mais à un rythme plus modéré que sur les années précédentes

L'investissement des ménages (essentiellement en logement : achat et entretien-amélioration) a de nouveau progressé au 3^{ème} trimestre 2019 de +0,7%, après +1,7% au 2^{ème} trimestre 2019 et +0,2% au 1^{er} trimestre, dans un contexte de taux historiquement bas.

En prévision sur le 4^{ème} trimestre 2019, les investissements progresseraient également de +0,2%. En moyenne sur l'année 2019, ils s'établiraient en hausse de +1,1%, soit à un rythme plus modéré qu'en 2018 (+2,0%) et surtout qu'en 2017 (+6,6%).

TAUX DE MARGE DES SNF* - En baisse de 0,3 point sur le 3^{ème} trimestre 2019 après toutefois 4 trimestres consécutifs de hausse

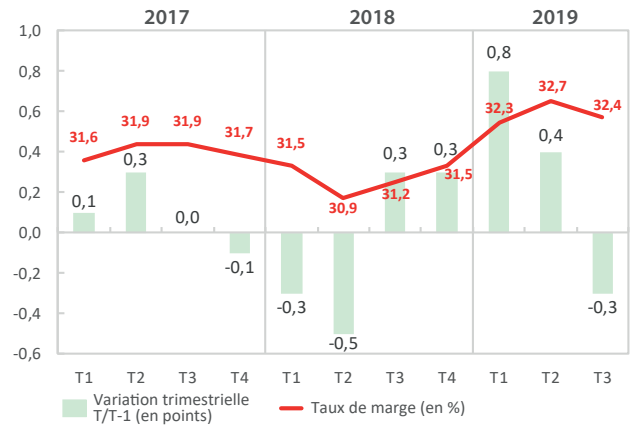
*sociétés non financières

Au 3^{ème} trimestre 2019, le taux de marge (EBE/VA) des sociétés non financières a diminué de 0,3 point, après 2 fortes hausses sur le début d'année 2019 (+0,8 point au 1^{er} trimestre et +0,4 point au 2^{ème}). Cette baisse résulte principalement de la hausse des salaires réels.

Au 3^{ème} trimestre 2019, le taux de marge s'établissait à 32,4% après 32,7% le trimestre précédent.

Taux de marge des sociétés non financières

(Excédent brut d'exploitation / Valeur ajoutée)



INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES* - Dynamiques depuis le début de l'année 2019

*entreprises non financières (ENF)

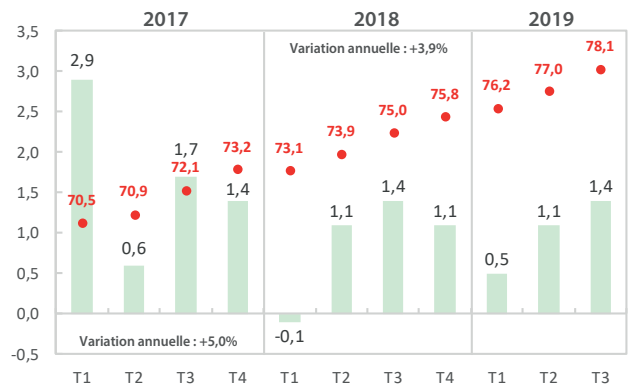
Au 3^{ème} trimestre 2019, l'investissement des entreprises non financières a de nouveau été dynamique à +1,4% (après +1,1% au 2^{ème} trimestre et +0,5% au 1^{er}). L'investissement en services est resté solide (+1,4% après +1,1%) ainsi que celui en produits manufacturés (+1,5% après +1,0%).

La bascule du CICE en baisses de charges en début d'année qui a soutenu le taux de marge des entreprises, ainsi que des conditions de financement très favorables, ont permis de maintenir leurs investissements à un niveau très satisfaisant.

En prévision sur la fin d'année 2019, les immobilisations des entreprises non financières devraient ralentir en raison notamment de l'accumulation des risques internationaux (Brexit, guerre commerciale, conjoncture allemande ...) mais aussi de la baisse du taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie.

Évolution trimestrielle des investissements des entreprises*

(variation T/T-1 en % & Volumes trimestriels en milliards d'€)



*entreprises non financières (ENF)

CLIMAT DES AFFAIRES - Globalement stable en novembre 2019 au-dessus de sa moyenne de long terme

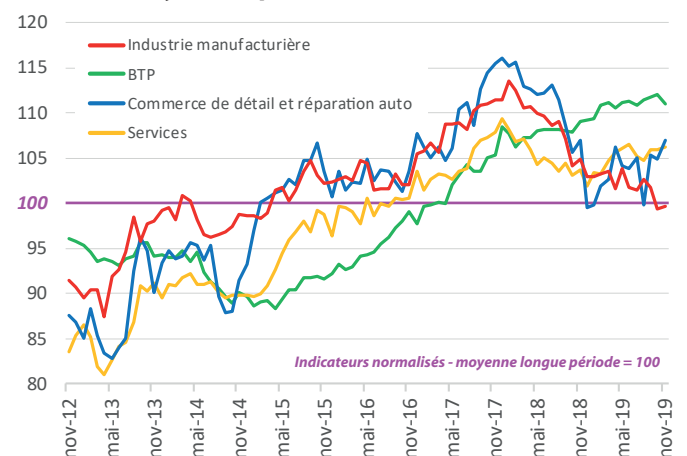
- **Industrie manufacturière** - Selon les chefs d'entreprise interrogés en novembre 2019, le climat des affaires se maintient à sa moyenne de longue période (100), après 2 mois consécutifs de baisse. Les industriels sont moins optimistes sur les perspectives générales d'activité, le solde correspondant se dégradant de nouveau. Cependant, le solde sur les carnets de commandes globaux s'améliore légèrement tandis que celui des carnets de commandes étrangers rebondit plus vigoureusement.

- **Bâtiment** - Le climat des affaires se replie d'un point en novembre. Toutefois, l'indicateur qui le synthétise reste largement au-dessus de sa moyenne de longue période à 111. Les entrepreneurs sont moins optimistes concernant leur activité pour les prochains mois mais les carnets de commandes demeurent jugés bien garnis (solde stable très au-dessus de sa moyenne) et les capacités de production restent toujours plus utilisées qu'en moyenne (taux d'utilisation à 91,7% - moyenne longue période à 88,6%).

- **Commerce de détail / automobile** - Le climat des affaires s'améliore en novembre : l'indicateur qui le synthétise gagne 2 points et s'établit à 107 nettement au-dessus de sa moyenne de long terme. Les chefs d'entreprise restent confiants concernant les perspectives générales d'activité du secteur. Le solde d'opinion concernant les ventes prévues se replie très légèrement mais reste au-dessus de sa moyenne tandis que celui des intentions de commandes rebondit nettement.

- **Services marchands** - En novembre, le climat des affaires reste stable à 106. Les entrepreneurs sont un peu moins optimistes sur les perspectives générales d'activité mais le solde correspondant demeure nettement au-dessus de sa moyenne. Le solde d'opinion sur l'activité prévue rebondit assez nettement en novembre alors que celui relatif aux investissements anticipés augmente également de nouveau et se situe bien au-dessus de sa moyenne.

Indicateurs synthétiques du climat des affaires en France



COMMERCE EXTÉRIEUR - Creusement du déficit commercial au 3^{ème} trimestre 2019

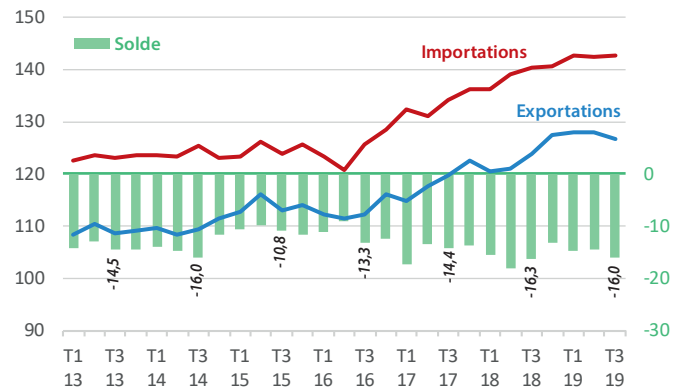
Source : Douanes

Au 3^{ème} trimestre 2019, le déficit de notre solde commercial (données FAB/FAB y.c. matériel militaire) s'est alourdi de +11% comparé au trimestre précédent pour s'établir à 16 milliards d'euros (après -1% le trimestre précédent).

Nos exportations (12,6 Mds€) ont reculé de -0,9% au 3^{ème} trimestre 2019 après un second trimestre atone (-0,1%). Le net repli des livraisons de matériels de transport (notamment automobile et aéronautique) de -3,2% ainsi que celui en équipements mécaniques (-1,3%) ont fortement contribué à cette baisse. Dans le même temps, nos importations (142,7 Mds€) sont reparties à la hausse de +0,2% après le recul du trimestre précédent (-0,2%).

En prévision, nos exportations pourraient repartir de l'avant en fin d'année 2019 au gré de livraisons aéronautiques et navales, dans un contexte toutefois de ralentissement international (conjuncture allemande/italienne, Brexit ...)

Solde commercial en France
(données FAB/FAB y.c. matériel militaire - CVS-CJO en milliards d'euros)



PIB - Croissance de +0,3% au 3^{ème} trimestre 2019 comme sur les 2 précédents

Source : INSEE

Au 3^{ème} trimestre 2019, le produit intérieur brut (PIB) en volume a progressé au même rythme qu'aux deux trimestres précédents (+0,3%).

Les dépenses totales de consommation (ménages + administrations publiques) sont restées solides (+0,4% après +0,3%), impactées favorablement par celles des ménages (+0,4% après +0,2%).

De même, l'investissement total est demeuré dynamique (+1,2% après +1,3%), porté par celui des entreprises non financières (+1,4% après +1,1%).

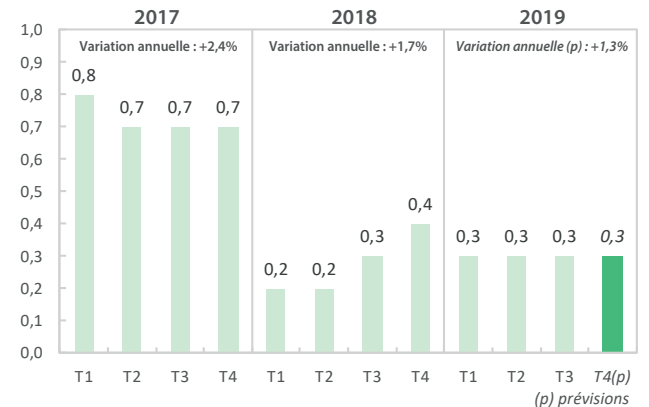
Au global, la demande intérieure finale hors stock a contribué un peu plus à la croissance du PIB (+0,6 point après +0,5 point).

Le solde extérieur a, pour sa part, contribué négativement à la croissance du PIB de -0,2 point après 0 point lors du trimestre précédent.

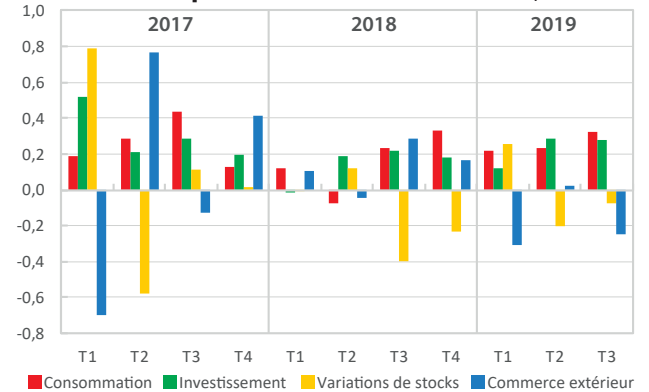
Enfin, les variations de stocks y ont de nouveau contribué négativement (-0,1 point après -0,2 point).

En prévision, l'activité devrait progresser à nouveau de +0,3% au 4^{ème} trimestre 2019 et conduire à un PIB en croissance de +1,3% sur l'ensemble de l'année 2019, après +1,7% en 2018.

Variation trimestrielle du PIB français (variation T/T-1 en %)



Les composantes du PIB (contributions en points)



EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ - Toujours en progression au 3^{ème} trimestre 2019

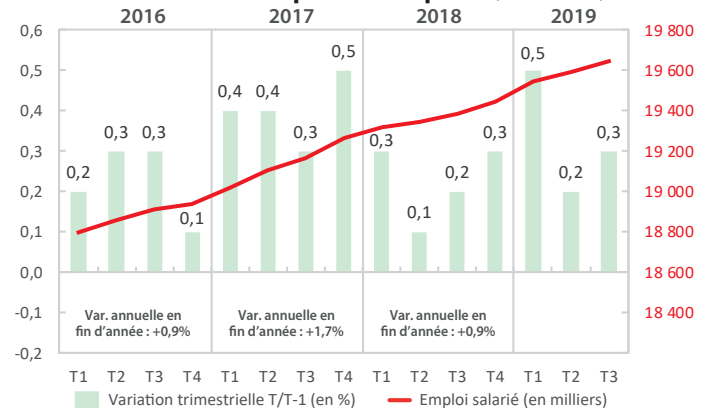
Source : INSEE

Selon l'Insee, l'emploi salarié privé a poursuivi sa hausse au 3^{ème} trimestre 2019 sur un rythme un peu plus dynamique de +0,3% (+54 300 postes) après +0,2% (+45 400 postes) au trimestre précédent.
Il s'inscrit en hausse constante depuis le printemps 2015.

Sur un an, à fin septembre 2019, l'emploi salarié privé a progressé de +1,4% pour un gain de 263 200 postes.

À fin septembre 2019, la France comptait 19,648 millions d'emplois salariés privés.

Évolution de l'emploi salarié privé (données cvs)



Évolution de l'emploi salarié privé par secteur d'activité au 3^{ème} trimestre 2019

- Dans l'INDUSTRIE, l'emploi a progressé de +0,2% (+6 200 postes) après 0,0% au 2^{ème} trimestre (+1 200 postes) et +0,2% au 1^{er} trimestre (+7 500 postes).

À fin septembre 2019, la France comptait 3,114 millions de salariés privés dans l'industrie, en hausse de +23 200 postes sur un an (+0,8%).

- Dans la CONSTRUCTION/BTP, l'emploi salarié privé a augmenté de nouveau solidement au 3^{ème} trimestre 2019 avec un gain de 9 900 postes (+0,7%), après +6 400 postes au 2^{ème} trimestre (+0,5%) et +17 400 postes au 1^{er} trimestre (+1,3%).

À fin septembre 2019, la France comptait 1,419 million de salariés dans le secteur de la construction, en évolution de +3,2% sur un an (+43 400 emplois).

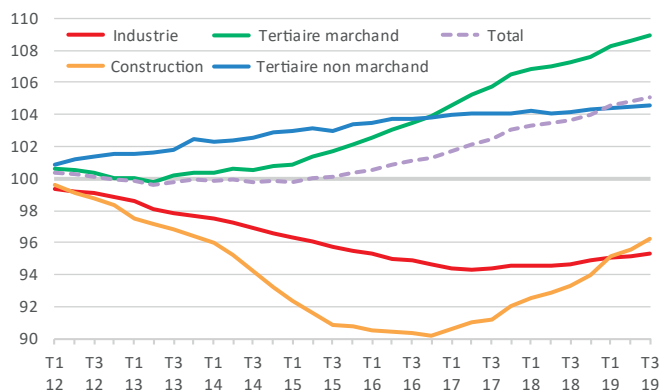
- Dans le TERTIAIRE MARCHAND, les effectifs ont progressé au 3^{ème} trimestre 2019 de +0,3% (+36 300 postes) comme lors du trimestre précédent (+0,3% au 2^{ème} trimestre pour +33 200 postes). L'emploi intérimaire a, pour sa part, reculé de nouveau au 3^{ème} trimestre 2019 de -0,5% (-3 600 postes) après -0,3% sur les trois mois précédents.

À fin septembre 2018, la France comptait 12,311 millions de salariés dans le tertiaire marchand, en hausse de +1,5% sur un an (+182 600 postes) malgré la baisse de l'intérim de -1,2% (-10 000 intérimaires).

- Dans le TERTIAIRE NON MARCHAND, les effectifs sont restés globalement stables depuis le début de l'année 2019 : 0,0% au 3^{ème} trimestre (+1 000 postes), +0,1% au 2^{ème} trimestre (+2 600 postes) et 0,0% au 1^{er} trimestre (+800 postes).

À fin septembre 2019, la France comptait 2,497 millions de salariés dans le tertiaire non marchand en hausse de +0,4% sur un an (+8 800 postes).

Évolution de l'emploi salarié privé (base 100 au T4 2010)



CHÔMAGE - Baisse du nombre de demandeurs d'emploi (cat.A) au 3^{ème} trimestre 2019 ... le taux de chômage augmente légèrement

Source : INSEE - DARES

Selon Pôle Emploi, en moyenne sur le 3^{ème} trimestre 2019, le nombre de demandeurs d'emploi (DE) de catégorie A en France métropolitaine a reculé de -0,4% comparé au trimestre précédent, soit 12 800 DE en moins.

Seule la catégorie des moins de 25 ans a vu son nombre de DE augmenter sur le 3^{ème} trimestre 2019 (comparé au 2^{ème} trimestre 2019) :

- ⇒ +0,7% pour les -25 ans (+3 200 DE)
- ⇒ -0,6% pour les 25/49 ans (-12 900 DE)
- ⇒ -0,3% pour les +50 ans (-3 100 DE).

Sur un an à fin septembre 2019, le nombre de demandeurs d'emploi s'affichait en repli de -2,4%, soit -81 700 inscrits.

Au 3^{ème} trimestre 2019, la France comptait en moyenne 3,365 millions de demandeurs d'emploi de catégorie A.

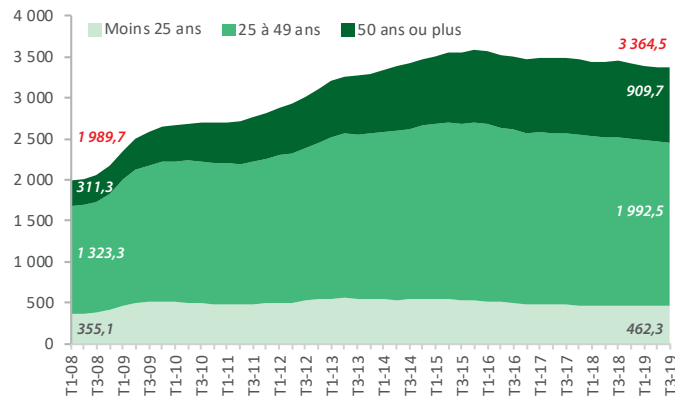
Au 3^{ème} trimestre 2019, le taux de chômage au sens du BIT en France métropolitaine a augmenté de 0,1 point pour s'établir à 8,3% de la population active.

Il a reculé pour les moins de 25 ans tandis qu'il progressait pour les 25-49 ans et chez les plus de 50 ans sur ce trimestre :

- ⇒ taux à 18,6% pour les -25 ans (-0,1 point comparé au 2^{ème} trimestre 2019)
- ⇒ 7,7% pour les 25-49 ans (+0,1 point)
- ⇒ 6,3% pour les +50 ans (+0,2 point)

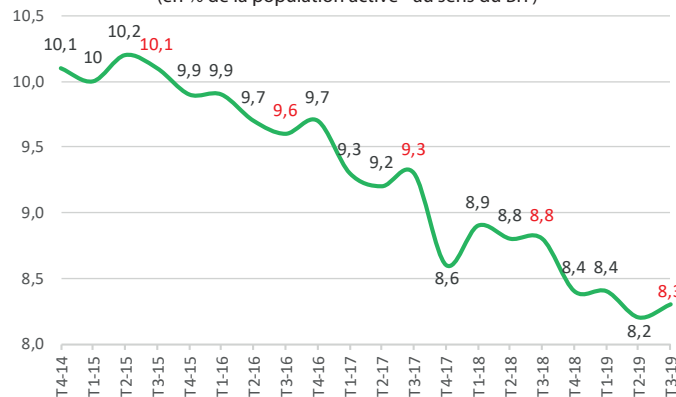
Demandeurs d'emploi de catégorie A

(France métropolitaine - en milliers)



Taux de chômage en France métropolitaine

(en % de la population active - au sens du BIT)



NOTES

OESTV



Observatoire Économique, Social
et Territorial de la Vendée

Nos partenaires financeurs



BANQUE POPULAIRE
GRAND OUEST



Les organismes suivants soutiennent l'OESTV

- Chambre d'Agriculture
- Chambre de Métiers
- Chambre des Notaires
- Fédération du Bâtiment de la Vendée
- Fédération Travaux Publics 85
- MEDEF Vendée
- Ordre des Experts Comptables
- SYSTEME U Vendée
- SYDEV
- TRIVALIS
- U2P Vendée
- UIMV
- CC de l'Île de Noirmoutier
- CC du Pays de Fontenay-Vendée
- CC de Terres de Montaigu
- Roche-sur-Yon-Agglomération
- Les Sables d'Olonne
- Saint-Gilles-Croix-de-Vie
- SEM les Sables d'Olonne Développement
- Société Publique Régionale Pays de la Loire
- Banque Palatine
- BDO Atlantique
- Bpifrance
- BTP CFA Vendée
- Cabinet FIDAL
- Caisse d'Épargne Bretagne - Pays de la Loire
- CAVAC
- CER France Vendée
- CERA
- CNAM Vendée
- Cougnaud Construction
- COVAP
- E.Leclerc - SAS PSV Distribution
- E.Leclerc - SAS Sodilonne
- E.Leclerc - SAS Sodiroche
- ENEDIS
- Escales Ouest / ARIDEV
- Fédération Départementale des Maisons Familiales Rurales
- Fleury Michon
- Groupe ATLANTIC
- Groupe LIEBOT
- Groupe MOUSSET
- Groupe Vendée Caisse d'Épargne
- HERIGE
- ICES
- KUHN-AUDUREAU SA
- Maison Départementale des Associations de Vendée
- MDEDE 85
- Mutuelles de Vendée
- OCF
- Réseau Entreprendre Vendée
- SAUR Vendée
- SMGCO
- Société Générale
- SODEBO
- TV Vendée
- UDOGEC Vendée
- URSSAF Pays de la Loire
- Vendée Logement esh

Observatoire Économique Social et Territorial de la Vendée

16 rue Olivier de Clisson - CS 10049 - 85002 LA ROCHE SUR YON Cedex

Tél : 02.51.24.83.33 Fax : 02.51.62.72.17 e.mail : oestv@wanadoo.fr - Site Internet : www.oestv.fr